

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plerin, le 26/12/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/09/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PROTAC OUEST (P1)**

ZA de Lanjouan - rue de la Saudraie  
BP 90322  
22400 Lamballe-Armor

Références : 2024.384  
Code AIOT : 0005500091

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/09/2024 dans l'établissement PROTAC OUEST (P1) implanté ZA de Lanjouan - rue de la Saudraie BP 90322 22400 Lamballe-Armor. L'inspection a été annoncée le 08/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PROTAC OUEST (P1)
- ZA de Lanjouan - rue de la Saudraie BP 90322 22400 Lamballe-Armor
- Code AIOT : 0005500091
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PROTAC OUEST P1 est un établissement spécialisé dans le travail et le traitement du bois sur la commune de LAMBALLE. Le site dispose :

- de 2 ateliers de traitement par autoclave composé de 3 autoclaves,
- d'une zone composé d'un bac de traitement par trempage,
- de 3 ateliers de travail du bois,
- plusieurs zones de stockage des produits.

#### Thèmes de l'inspection :

- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	PM2I - Dossiers des équipements	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois
3	Contrôle des accès	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 3.2	/	Demande d'action corrective	1 mois
4	Déclaration d'incident	Arrêté Préfectoral du 26/12/2007, article 2.5.1	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PM2I - Capacités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Susceptible de suites	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a permis de constater l'établissement des dossiers relatifs au vieillissement des équipements soumis à cette réglementation. L'exploitant en a profité pour appliquer cette surveillance à d'autres de ses équipements de traitement.

Il est encore attendu la mise en application de ces plans d'inspection afin de répondre complètement aux attentes réglementaires.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : PM2I - Capacités**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vieillessement

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 14/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article sont applicables :

1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et

2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou

3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou

4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou

5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,

sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et

- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et

- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé.

L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent..

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.

L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

Pour les tuyauteries et les capacités mises en service avant le 1er janvier 2011 :

- l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2012 ;

- le programme d'inspection est élaboré avant le 31 décembre 2013.

Pour les tuyauteries et les capacités mises en service à compter du 1er janvier 2011, l'état initial et

le programme d'inspection sont réalisés au plus tard douze mois après la date de mise en service.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, il a été constaté l'installation d'un nouveau bac de traitement par trempage. La capacité de ce nouveau bac est de 304 litres. il a été mis en service en février 2024.</p> <p><b>L'inspection a rappelé à l'exploitant qu'il dispose de 12 mois après la mise en service de son nouveau bac de traitement, soit jusqu'en février 2025, pour réaliser l'état initial et le programme d'inspection de cette nouvelle capacité.</b></p> <p>Lors de la visite du mois de mai 2024, il avait été constaté des fuites au niveau des soudures de la cuve de Celbronze dans le local autoclave. Cette cuve n'est pas soumise à la réglementation vieillissement de part la capacité de la cuve (inférieure à 10m3).L'exploitant l'a remplacé en urgence. Lors de la visite, il a été constaté ce remplacement par une cuve en bon état d'environ 7-8 m3, soit le double de la précédente.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : PM2I - Dossiers des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vieillessement
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 14/11/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'état initial, les programmes d'inspection ou de surveillance ainsi que les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de guides professionnels reconnus par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Ces guides définissent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les règles d'estimation de l'importance du risque environnemental lorsque les articles précédents le prévoient ;</li> <li>les règles de réalisation de l'état initial ;</li> <li>les modalités d'établissement des plans d'inspection ou de surveillance et de maintenance éventuelle ;</li> <li>le délai de mise en application des révisions du guide lors de chaque révision.</li> </ul> <p>Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>l'état initial de l'équipement ;</li> <li>la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;</li> <li>les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;</li> </ul>

- les interventions éventuellement menées.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.

Ce dossier peut constituer le dossier mentionné au 3 de l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier, du livre V du code de l'environnement.

Lorsque les documents mentionnés ci-dessus sont établis sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, les révisions du guide sont prises en compte par l'exploitant dans le délai fixé par ces révisions.

#### Constats :

Concernant les 3 réservoirs de stockage du produit de traitement par autoclave et les 2 rétentions associées, l'exploitant a réalisé :

- l'état initial, le plan et le programme d'inspection pour les 2 rétentions. Ce dossier a été établi selon le guide DT92 ;
- le début de l'état initial, le programme et le plan d'inspection pour les 3 cuves de stockage. L'exploitant n'a pas fini son état initial car il a indiqué qu'il ne dispose pas du matériel pour réaliser l'essai préconisé par le guide DT94 ayant permis d'établir son dossier ;

Le plan d'inspection aurait dû commencer en juin 2024 mais l'exploitant a pris du retard à cause de la réalisation des travaux à faire en priorité durant la période estivale.

L'exploitant a informé l'inspection qu'il a également réalisé un dossier vieillissement pour ses autoclaves bien qu'ils ne soient pas soumis à cette réglementation.

Concernant le nouveau bac de traitement par trempage, celui-ci a été mis en service en février 2024. Le dossier vieillissement de cet équipement est donc à constituer au plus tard en février 2025.

L'exploitant a indiqué avoir réalisé l'état initial avec mesures d'épaisseur au niveau des points de contrôle. Le premier rapport, présenté en inspection, est en date du 12/02/2024.

Le programme et le plan d'inspection reste à faire selon le guide DT96.

Lors de la visite, il a été constaté pour la rétention de ce bac de traitement :

- l'absence de dispositif de détection automatique de fuite. **Conformément à l'article 2 et au point 8.1 b de l'annexe de l'arrêté 28/06/2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de la préservation du bois, l'inspection a rappelé à l'exploitant que ce dispositif doit être installé avant le 9 décembre 2024.**
- du produit de traitement au fond. L'exploitant a indiqué qu'il allait se renseigner mais il suspecte qu'il y a eu un problème de préparation (quantité supérieure à la normale ayant provoqué un débordement). **L'inspection a fortement invité l'exploitant à installer le détecteur automatique de fuite avant l'échéance et à rappeler que ce type d'incident sera à tracer dans le dossier vieillissement du bac de traitement.**

Concernant la cuve de stockage du Celbronze(H317), même si cette capacité n'est pas soumise à la réglementation vieillissement, l'exploitant a réalisé un état initial et prévoit un programme de

surveillance.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra, <b>dans un délai d'un mois</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>réaliser les premières inspections de ses plans d'inspection,</li> <li>nettoyer la rétention de son bac de traitement et procéder à l'installation d'un dispositif automatique de détection de fuite</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Contrôle des accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôture
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations. L'exploitant prend des dispositions afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (par exemple clôture ou panneaux d'interdiction de pénétrer ou procédures d'identification à respecter).
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, il a été constaté la présence d'un escalier et l'ouverture de la clôture au Nord-Ouest de l'installation. Cette ouverture n'est pas pourvue de dispositifs empêchant l'accès aux installations aux personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance (par exemple clôture ou panneaux d'interdiction de pénétrer ou procédures d'identification à respecter).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra, <b>dans un délai d'un mois</b> , mettre en place au niveau de cette ouverture un dispositif empêchant l'accès aux installations aux personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 4 : Déclaration d'incident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/12/2007, article 2.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'incident
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a montré l'efficacité de son dispositif d'extinction de départ de feu sur la nouvelle raboteuse lors d'un incident survenu en février 2022.</p> <p>Cet incident ayant été maîtrisé sans conséquence pour l'installation, l'exploitant ne pensait pas qu'il était nécessaire de faire une déclaration d'incident auprès de l'inspection.</p> <p><b>L'inspection a rappelé à l'exploitant que tout incident avec ou sans conséquence est à signaler auprès de l'inspection et doit faire l'objet d'un rapport précisant notamment les circonstances et les causes de l'incident, les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra, <b>dans un délai d'un mois</b>, transmettre à l'inspection son rapport complet concernant l'incident survenu en février 2022 sur sa nouvelle raboteuse.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>